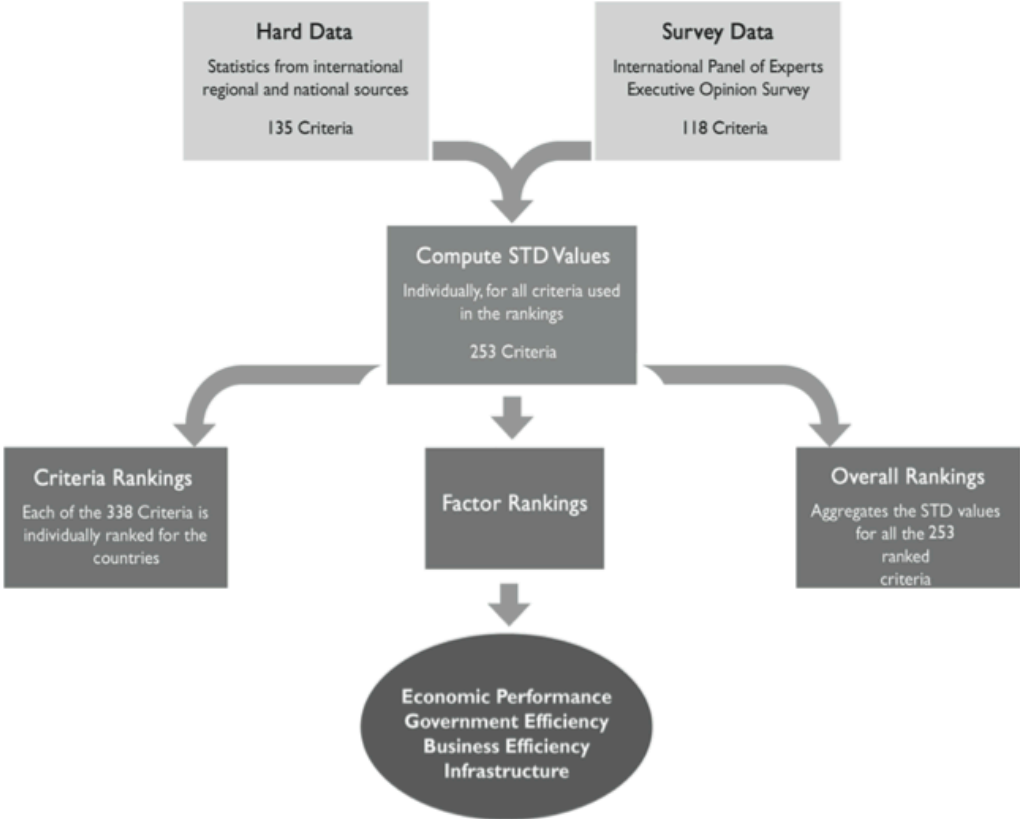


# ANNEXES

## Annexe 1.2.1 : Standardisation des données du WCY.



Source: IMD World Competitiveness Yearbook 2014

## Annexe 1.2.2 : Les piliers de la compétitivité du WEF.

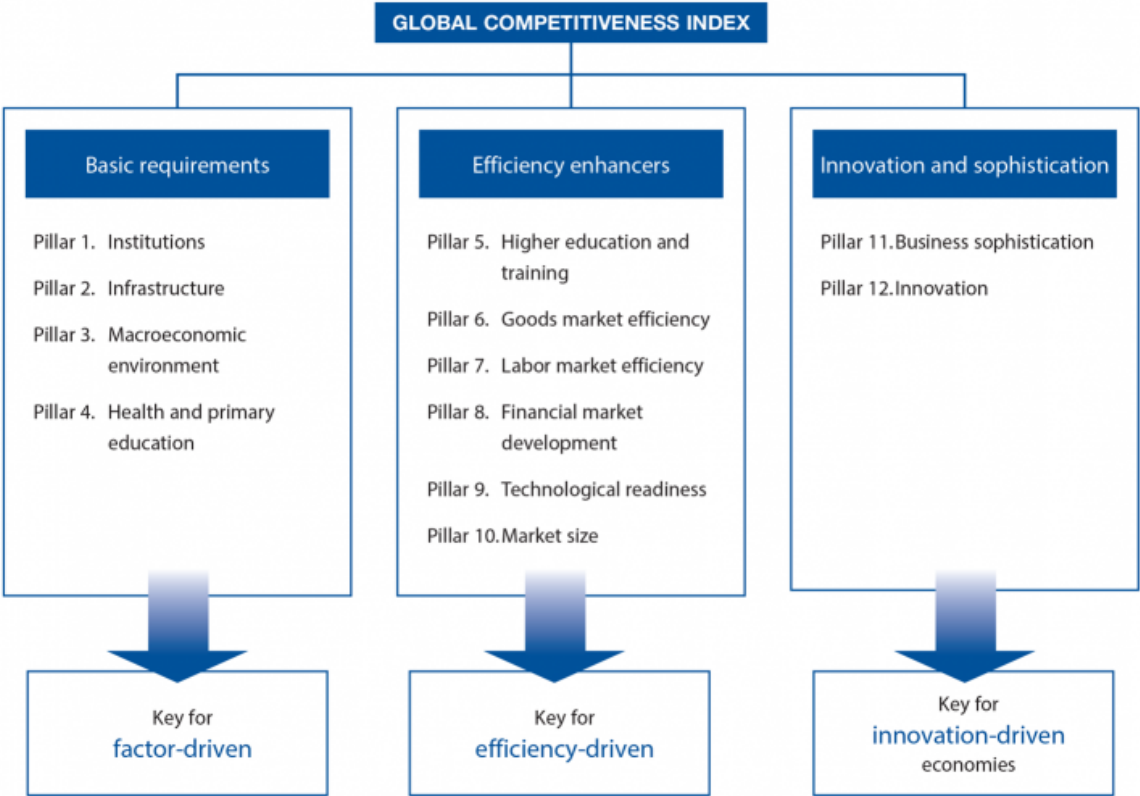
# The 12 pillars of competitiveness

## The Global Competitiveness Report 2015-2016



# Annexe 1.2.3 : Globale Competitiveness Index

Figure 1: The Global Competitiveness Index framework



Note: See the appendix for the detailed structure of the GCI.

Source: WEF Methodology - <http://reports.weforum.org/global-competitiveness-report-2015-2016/methodology/>

## Annexe 2.1.1 : Acteurs publics et privés sur le marché pharmaceutique

Fonction	Secteur public	Secteur privé à but lucratif	Secteur privé à but non lucratif
<b>Politique nationale pharmaceutique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de la Santé (coordonnateur)</li> <li>Autres ministères</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Associations professionnelles</li> <li>Groupes de consommateurs</li> <li>Prestataires de soins de santé</li> <li>Prestataires de soins de santé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Firmes pharmaceutiques</li> <li>Prestataires de soins de santé</li> </ul>
↓			
<b>Mise au point des médicaments</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Instituts nationaux de recherche</li> <li>Aides gouvernementales à la recherche</li> <li>Universités d'Etat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Universités privées</li> <li>Fondations privées</li> <li>Instituts de recherche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Firmes pharmaceutiques tournées vers la recherche</li> </ul>
↓			
<b>Homologation des médicaments et réglementation pharmaceutique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Autorité nationale de contrôle des médicaments</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Associations de consommateurs (par exemple pour la surveillance des pratiques promotionnelles)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Services contractuels (par exemple pour le contrôle de la qualité)</li> </ul>
↓			
<b>Production/Importation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Monopoles d'Etat pour les importations</li> <li>Production d'Etat</li> <li>Centrales d'approvisionnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Production de médicaments essentiels dans un but lucratif</li> <li>ONG/missions distribuant des médicaments essentiels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Filières locales de multinationales Usines locales</li> </ul>
↓			
<b>Distribution de gros</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Centrales d'approvisionnement</li> <li>Grossistes d'Etat</li> <li>Distribution régionale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>ONG/missions distribuant des médicaments essentiels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Grossistes privés de grande envergure</li> <li>Grossistes privés non officiels</li> </ul>
↓			
<b>Information pharmaceutique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formulaires nationaux et directives thérapeutiques</li> <li>Centres d'informations pharmaceutiques des hôpitaux et des universités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Centres d'informations pharmaceutiques</li> <li>Groupes de consommateurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Médias</li> <li>Industrie</li> </ul>
↓			
<b>Prescription/Conseil</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Hôpitaux publics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Hôpitaux des missions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Hôpitaux privés</li> </ul>



- Centres de santé et dispensaires publics
- Cliniques des missions
- Cliniques privées
- Pharmacies d'Etat
- Agents de santé communautaires
- Agents de santé communautaires financés par le secteur public
- Agents de santé communautaires financés par les contributions des utilisateurs
- «Piqueurs»
- Pharmacies

**Délivrance/vente au détail**



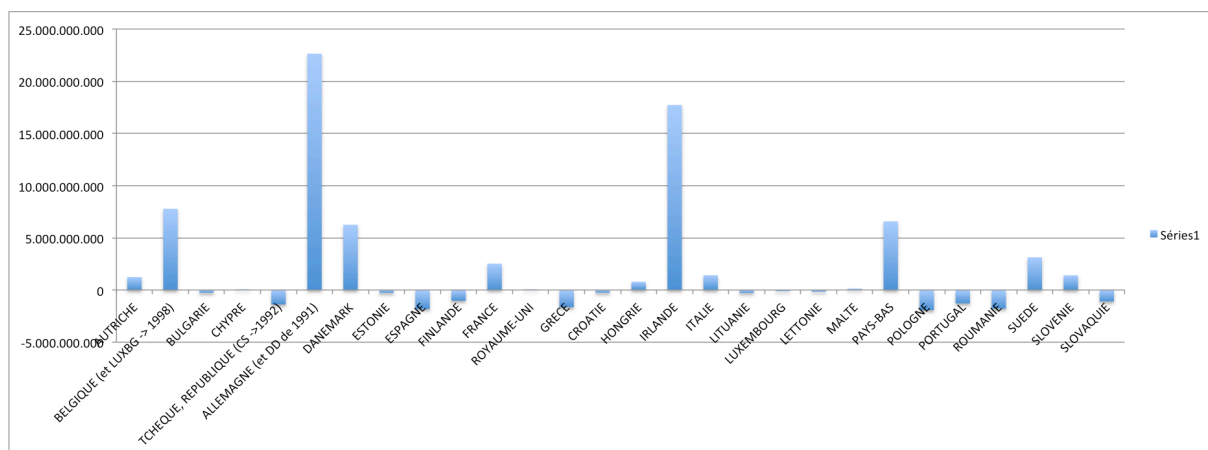
- Cliniciens délivrant des médicaments
- Autres points de vente

**Consommation**

Ménages/Consommateurs

Source : Organisation Mondiale de la Santé - <http://apps.who.int/medicinedocs/fr/d/Jwhozip44f/6.2.html>

## Annexe 2.1.2 : Pharmaceutical exports, imports & trade balance

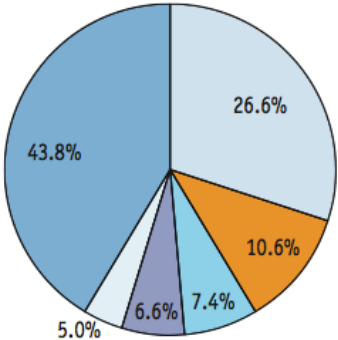


Source : Calculs personnels

**Annexe 2.1.3 : Partenaires commerciaux de l'UE : Exports/Imports**

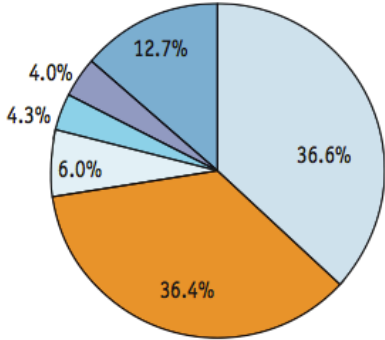
**THE EUROPEAN UNION'S TOP 5 PHARMACEUTICAL TRADING PARTNERS - 2013**

**EU exports**



- USA
- Switzerland
- Russia
- Japan
- China
- Others

**EU imports**



- USA
- Switzerland
- Singapore
- China
- Israël
- Others

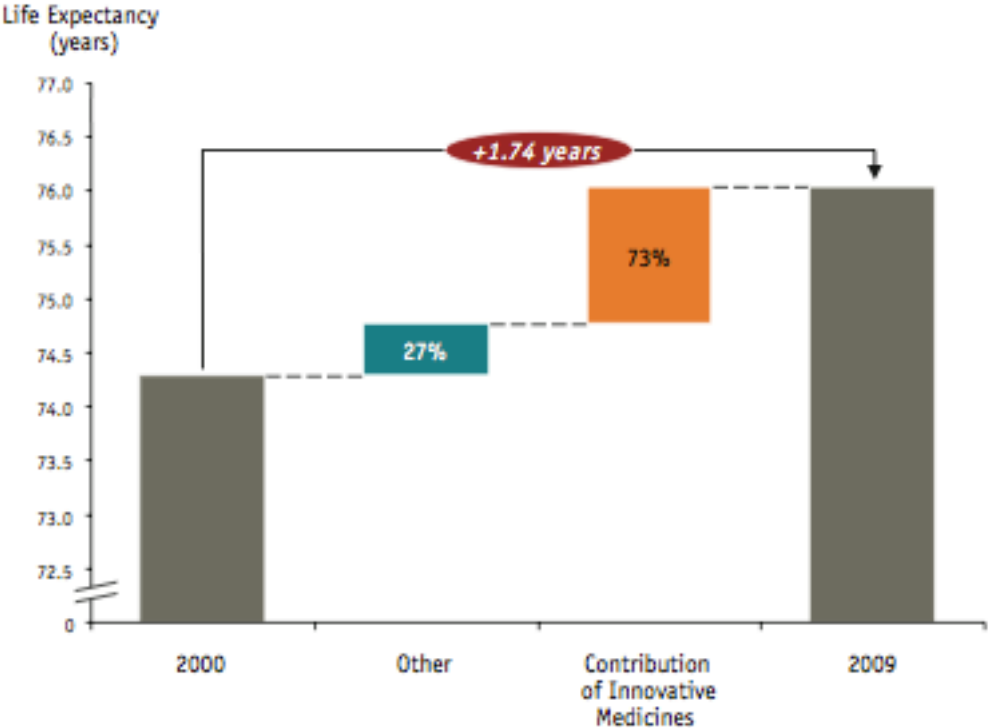
Source: Eurostat, COMEXT database, April 2014

#### Annexe 2.1.4 : Dépenses totales en soins de santé

	1960	1970	1980	1990	2000	2011
Austria	4.3	5.2	7.5	8.4	10.0	10.8
Belgium	-	3.9	6.3	7.2	8.1	10.5
Czech Republic	-	-	-	4.4	6.3	7.5
Denmark	-	-	8.9	8.3	8.7	10.9
Estonia	-	-	-	-	5.3	5.9
Finland	3.8	5.5	6.3	7.7	7.2	9.0
France	3.8	5.4	7.0	8.4	10.1	11.6
Germany	-	6.0	8.4	8.3	10.4	11.3
Greece	-	5.5	5.9	6.7	8.0	9.1
Hungary	-	-	-	-	7.2	7.9
Iceland	3.0	4.7	6.3	7.8	9.5	9.0
Ireland	3.7	5.0	8.1	6.0	6.1	8.9
Italy	-	-	-	7.7	7.9	9.2
Luxembourg	-	3.1	5.2	5.4	7.5	6.6
Netherlands	-	-	7.4	8.0	8.0	11.9
Norway	2.9	4.4	7.0	7.6	8.4	9.3
Poland	-	-	-	4.8	5.5	6.9
Portugal	-	2.4	5.1	5.7	9.3	10.2
Slovakia	-	-	-	-	5.5	7.9
Slovenia	-	-	-	-	8.3	8.9
Spain	1.5	3.5	5.3	6.5	7.2	9.3
Sweden	-	6.8	8.9	8.2	8.2	9.5
Switzerland	4.9	5.5	7.2	8.0	9.9	11.0
Turkey	-	-	2.4	2.7	4.9	6.1
United Kingdom	3.9	4.5	5.6	5.8	7.0	9.4
<b>Europe</b>	<b>3.5</b>	<b>4.7</b>	<b>6.6</b>	<b>6.8</b>	<b>7.8</b>	<b>9.2</b>
USA	5.1	7.1	9.0	12.4	13.7	17.7
Japan	3.0	4.4	6.4	5.8	7.6	9.6

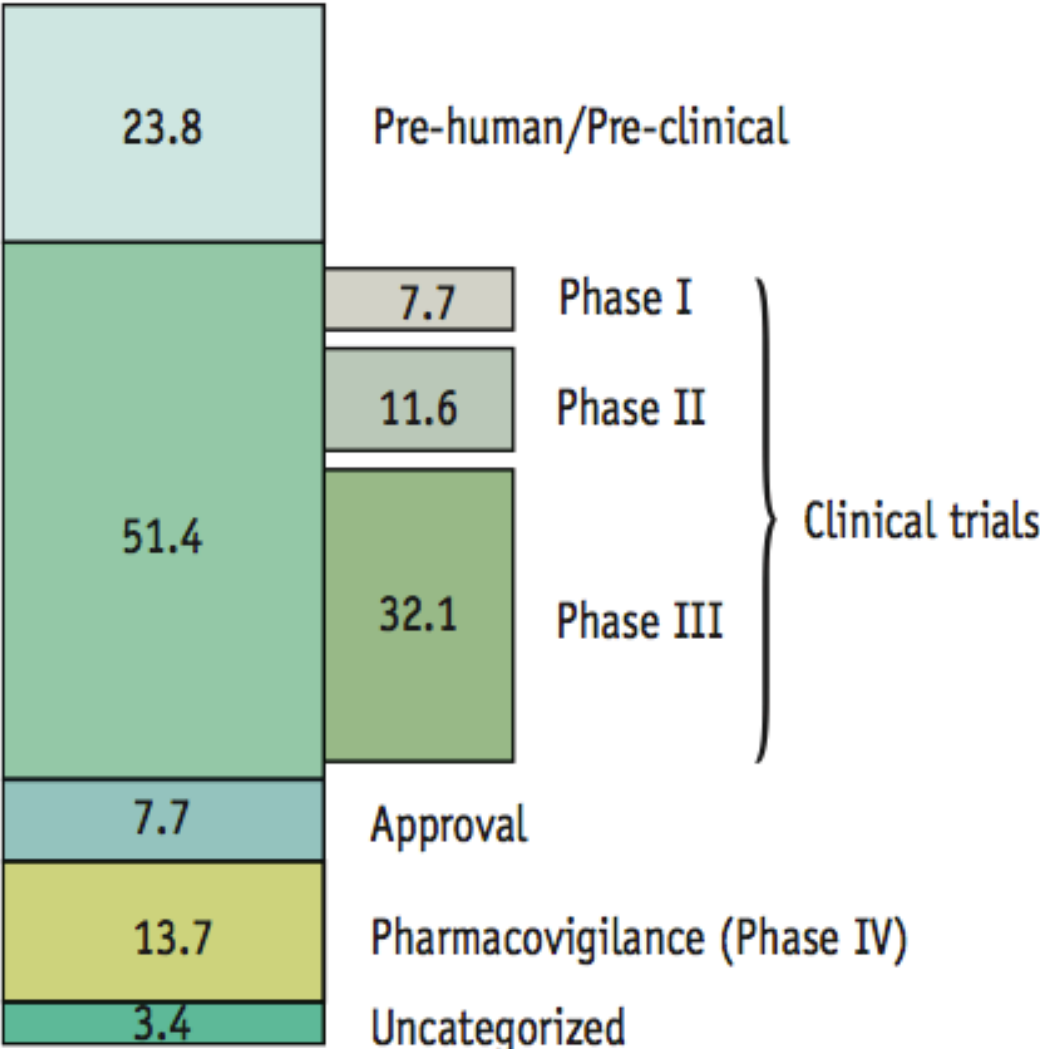
Source: EFPIA 2014

**Annexe 2.1.5 : Contribution du secteur à l'espérance de vie**



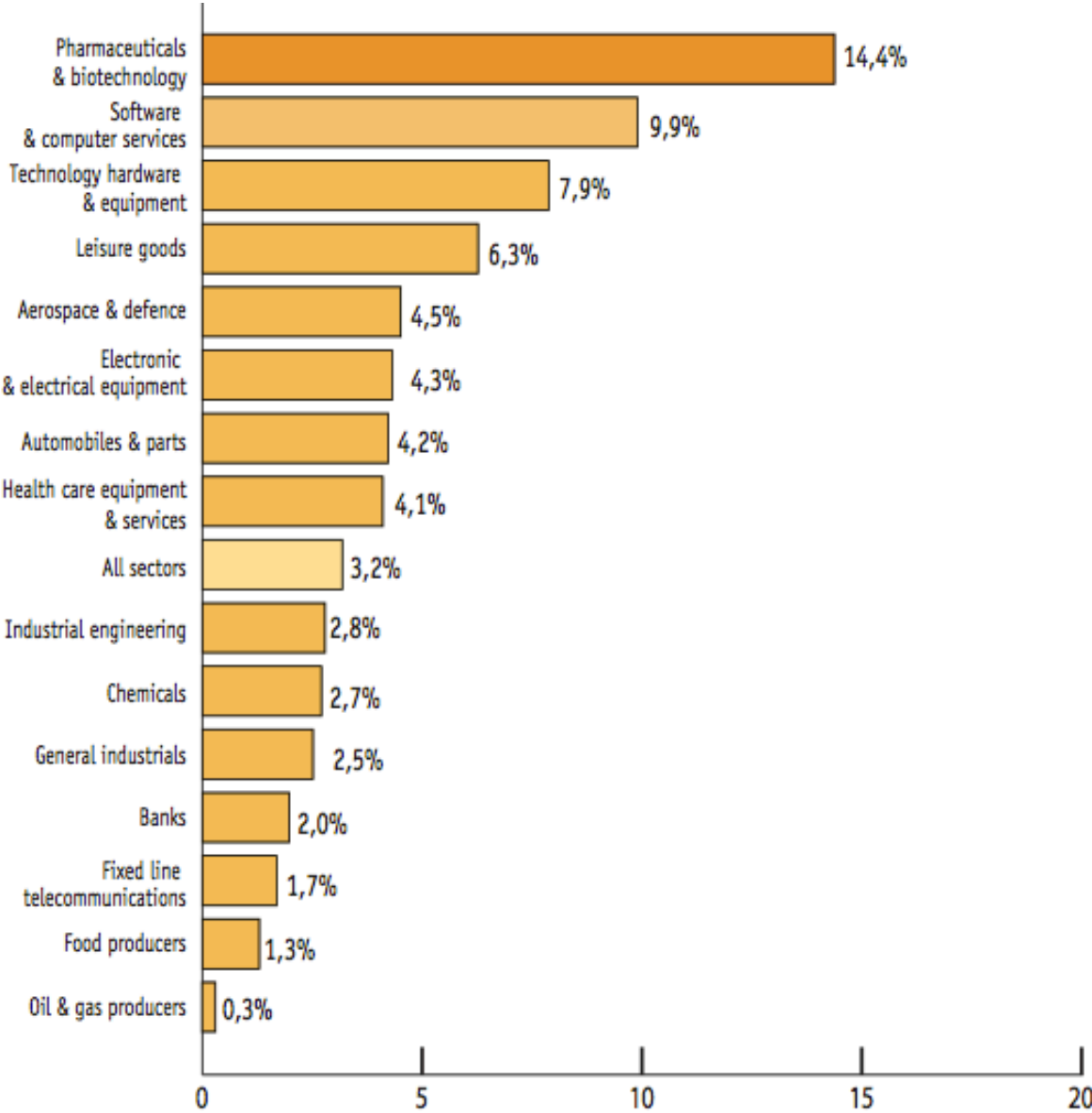
Source: EFPIA 2014

**Annexe 2.1.6 : Répartition de l'investissement en R&D par fonction (%)**



Source: EFPIA 2014

**Annexe 2.1.7 : Classement par secteur industriel en R&D**



Source: EFPIA 2014

## **Annexe 2.2.1: Les 8 leviers de compétitivité du « Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi.**

### **1) Un Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)**

#### Enjeux et objectifs

Dès 2013, l'État redonne aux entreprises, quelle que soit leur taille, les moyens de leur compétitivité via un crédit d'impôt. Ce "ballon d'oxygène" doit permettre aux entreprises d'embaucher, d'investir et de gagner des parts de marché.

En dix ans, l'emploi industriel a reculé (-750 000 emplois), le chômage a atteint les 10 %. Nos entreprises ont perdu des parts de marché à l'export (- 36 % en 12 ans) à la fois car leurs coûts ont augmenté par rapport à ceux de leurs concurrentes, mais également car elles n'ont pas toujours réussi à améliorer la qualité de leurs produits.

Par rapport à l'Allemagne, les coûts salariaux ont divergé : ils ont augmenté en France, baissé chez notre voisin.

Avec ce crédit d'impôt, l'État redonne de la marge aux entreprises pour investir et innover, se repositionner à l'international, développer l'emploi et l'activité en France.

### **2) Des financements performants et de proximité pour les TPE, PME et ETI**

#### Enjeux et objectifs

Aujourd'hui, TPE, PME et ETI souffrent de multiples contraintes en matière de financement.

Les délais de paiement se dégradent. Pourtant, ce "crédit" entre clients et fournisseurs est un financement de court terme essentiel à la bonne marche de l'économie.

Les crédits bancaires de trésorerie reculent. S'agissant des crédits bancaires à moyen et long termes, ils risquent d'être plus contraints à l'avenir.

Vital pour les PME en phase de croissance, l'accès aux fonds propres se raréfie. L'épargne des Français pourrait être mieux mobilisée pour financer les entreprises.

#### Il faut :

Apporter une réponse immédiate aux besoins de trésorerie des PME.

Engager une mobilisation durable des financements nécessaires aux entreprises (prêts, fonds propres, etc.).

Réorienter notre système bancaire vers l'économie réelle.

### **3) Des produits de qualité en stimulant l'innovation**

#### Enjeux et objectifs

L'innovation est la clé de la compétitivité. Elle ouvre les marchés de demain et renforce l'avantage concurrentiel des entreprises.

La France innove trop peu (14<sup>e</sup> rang mondial). Les entreprises françaises déposent 3 fois moins de brevets que les entreprises allemandes (17 000 par an, contre 60 000 en Allemagne). Les PME ne déposent que 17 % des brevets.

Le système d'innovation est trop complexe et doit être réformé. L'innovation doit être plus orientée vers le marché final (projets et prototypes porteurs de valeur ajoutée et susceptibles d'être industrialisés). Le partenariat recherche-entreprise doit être accentué.

Le numérique est un formidable gisement de croissance car les entreprises qui intègrent ces technologies dans leurs processus de production et de commercialisation sont plus compétitives et plus agiles pour s'adapter à leur environnement, faire évoluer leur fonctionnement et exporter. La diffusion des technologies numériques doit donc être

stimulée. Le déploiement du très haut débit est une condition indispensable pour y parvenir.

Il faut :

Encourager à investir dans l'innovation.

Réorienter les pôles de compétitivité vers des produits et services qui peuvent être diffusés à grande échelle.

#### **4) Un nouveau pacte au sein des filières et des entreprises**

Enjeux et objectifs

C'est l'effort collectif qui restaurera la compétitivité. Actionnaires, entreprises, salariés doivent avancer ensemble.

L'industrie perd des emplois (- 750 000 en 10 ans), la balance commerciale se creuse (- 70 Md€ en 2011 énergie comprise). Mobilisons-nous autour de notre appareil productif et sachons faire preuve de solidarité, à l'instar d'autres pays.

Nos 200 premières entreprises réalisent plus de 50 % des exportations et emploient près de 40 % des salariés du secteur marchand (hors agriculture et finances). À côté d'elles, de très nombreuses PME sont essentielles à l'effort productif.

Quand une grande entreprise connaît des difficultés, c'est souvent toute la chaîne de sous-traitance qui en pâtit. Transformons cette relation de dépendance en un lien partenarial, une solidarité de filières entre grands groupes et PME.

Les salariés doivent être plus proches de instances de décision des entreprises. Associés à la stratégie, ils feront revivre le dialogue social.

Il faut :

Renforcer nos filières en fédérant les acteurs autour de "contrats de filières".

Favoriser l'introduction de salariés votants dans la gouvernance des entreprises.

#### **5) Des entreprises conquérantes et un pays attractif**

Enjeux et objectifs

L'export est le signe d'une économie compétitive, qui fabrique de bons produits au meilleur coût. La balance commerciale française (hors énergie) doit redevenir positive en 2017.

Nos Entreprises de taille intermédiaire (ETI) ne sont pas assez internationalisées. Nos Petites et moyennes entreprises (PME) et ETI ne sont pas assez soutenues à l'export, notamment par les grands groupes.

La France n'attire pas suffisamment les investissements étrangers : reconnus pour la qualité de notre main d'oeuvre, nos infrastructures ou notre recherche, nous ne sommes plus qu'au 3e rang de l'attractivité européenne.

Il faut :

Accompagner nos entreprises à l'international.

Mettre nos entreprises à armes égales avec leurs concurrentes.

Renforcer l'attractivité de notre territoire.

#### **6) Des formations tournées vers l'emploi et l'avenir pour les jeunes et les salariés**

Enjeux et objectifs

La formation, l'enseignement supérieur et la recherche sont les leviers de la compétitivité future. Jeunes et salariés doivent être mieux formés aux métiers de demain.

L'inadéquation se creuse entre les jeunes arrivant sur le marché du travail et les entreprises à la recherche de compétences. La formation professionnelle, qui mobilise

pourtant des ressources importantes, n'aide pas assez les salariés à affronter les mutations économiques.

Le taux de chômage augmente tandis que certaines entreprises ont du mal à recruter ! Dans la société de la connaissance, l'adaptabilité du système éducatif et de formation est une nécessité.

Il faut donc :

Faire de la formation, de l'enseignement supérieur et de la recherche des leviers de notre compétitivité.

Anticiper les besoins de qualification des entreprises.

## **7) La simplification et la stabilisation de la réglementation et de la fiscalité pour les entreprises**

Enjeux et objectifs

La lourdeur administrative génère des coûts, elle dissuade l'investissement et pèse sur la compétitivité. Une réduction de 25% des charges administratives pesant sur les entreprises permettrait une augmentation du PIB européen de 0,8% à court terme (1,4% à plus long terme) selon les estimations de la Commission européenne.

Les PME doivent perdre moins de temps en formalités et l'administration, de son côté, doit réduire ses délais de traitement. Il est nécessaire de favoriser la stabilité des dispositifs fiscaux existants pour sécuriser les entrepreneurs et leur permettre de se projeter sur le long terme.

Il faut donc :

Consulter les entreprises en amont sur les modifications de normes réglementaires les concernant.

Simplifier l'environnement réglementaire.

Favoriser la stabilité des dispositifs fiscaux.

## **8) Une action publique exemplaire et des réformes structurelles au service de la compétitivité**

Enjeux et objectifs

Le Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi s'adresse aussi à l'Etat. La puissance publique s'insère pleinement dans cette démarche de meilleure efficacité de la dépense, en engageant les réformes permettant de nouvelles économies et une qualité accrue de services publics.

Aux entreprises comme aux salariés, l'État se doit d'offrir un environnement de qualité, propice à l'action et à l'investissement. L'action publique doit être modernisée et les réformes essentielles menées à leur terme. C'est la clé de l'attractivité du territoire et de la compétitivité retrouvée.

Face à la crise, nous devons rendre la justice commerciale plus efficace et améliorer nos dispositifs juridiques pour pérenniser l'activité des entreprises en difficulté et sauvegarder l'emploi.

Il faut :

Poursuivre le redressement des finances publiques pour restaurer la compétitivité de notre économie.

Moderniser notre action publique pour diminuer nos dépenses publiques, en faisant de la participation et de la satisfaction des usagers (entreprises et particuliers) un moteur de la transformation.

Source : DG des Entreprises française - <http://www.entreprises.gouv.fr/politique-et-enjeux/pacte-national-pour-la-croissance-la-competitivite-et-lemploi>